

FORMULAIRE D'OPINION SUR LES PROCÈS RELEVANT DE LA GESTION DES CAUSES MAJEURES

GÉNÉRALITÉS

Numéro du certificat :				
Nom du client :				
Accusations faisant l'objet de ce budget :				
Date de la ou des infractions :				
Date de la dénonciation d'origine :				
Nom de l'avocat :			Niveau :	
Coordonnées de l'avocat:				
Êtes-vous l'avocat d'origine?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Y avait-il un mandat privé?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions, y compris votre taux horaire et le nombre total d'heures facturées. Veuillez aussi joindre une copie de tous les comptes ainsi que votre avis.				
Nom du directeur régional ou du chargé de cas :				
Nom des coaccusés et de leurs avocats :				
Indiquez quels coaccusés bénéficient selon vous de l'aide juridique :				
Nom du ou des procureurs de la Couronne :				
Date de la prochaine audience :		Date de la dernière audience		

Étape de l'instance :				
Nom de l'opération policière (le cas échéant) :				
S'agit-il d'un second procès? Dans l'affirmative, veuillez joindre une copie du jugement motivé.	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Cette cause retient-elle l'attention du public dans votre région?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
RENSEIGNEMENTS SUR L'AFFAIRE				

Veillez décrire en détail les événements qui ont conduit aux accusations contre votre client?

Quelles sont les forces et les faiblesses de l'affaire contre votre client?

Si votre client a un ou plusieurs coaccusés, veuillez indiquer, avec le plus de détails possible, les rapports entre votre client et les coaccusés, en vous fondant sur la théorie de la responsabilité criminelle de la Couronne.

L'avocat ou ses collaborateurs ont-ils déjà représenté les coaccusés ou les témoins de la Couronne?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, y a-t-il consentement de la Couronne, du client et des témoins?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>

POSITION DES PARTIES

1. POSITION DE LA COURONNE

Sur quel fondement juridique la Couronne tente-t-elle d'établir la culpabilité de l'accusé?

- La définition de l'infraction : dispositions applicables du *Code criminel* (précisez - par exemple, 230 a), 230 d), etc.) :
- Le fondement de la culpabilité : dispositions applicables du *Code criminel* (précisez - par exemple, 21 a) et b), 21 (2), etc.):

2. POSITION DE LA DÉFENSE

Quelle est la position de la défense?

Devrait-on s'attendre à ce que les moyens de défense suivants soient invoqués?

Alibi	<input type="checkbox"/>
Automatisme	<input type="checkbox"/>
▪ Intoxication	<input type="checkbox"/>
▪ Drogue	<input type="checkbox"/>
Alcool	<input type="checkbox"/>
Facultés affaiblies	<input type="checkbox"/>
Accident	<input type="checkbox"/>
Identité	<input type="checkbox"/>
Défense personnelle	<input type="checkbox"/>
▪ Légitime défense	<input type="checkbox"/>
▪ Défense d'autrui	<input type="checkbox"/>
▪ Défense des biens	<input type="checkbox"/>
▪ Justification	<input type="checkbox"/>
Aliénation mentale (stupéfiants, drogues contrôlées et à usage restreint)	<input type="checkbox"/>
Nécessité	<input type="checkbox"/>
Contrainte	<input type="checkbox"/>
Contrainte par menace	<input type="checkbox"/>
Provocation	<input type="checkbox"/>

La preuve sera-t-elle fondée sur la réputation de la victime?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
---	-------	--------------------------	-------	--------------------------

Les parties suivantes présenteront-elles une demande visant la production de documents de tiers?

▪ La Couronne :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
-----------------	-------	--------------------------	-------	--------------------------

▪ La défense :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
----------------	-------	--------------------------	-------	--------------------------

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Date d'arrestation :

Date d'incarcération pour les prétendues infractions :

L'accusé doit-il être détenu pour d'autres motifs?

Oui :

Non :

MISE EN LIBERTÉ

▪ L'accusé a-t-il été mis en liberté en ce qui concerne la ou les prétendues infractions citées dans la dénonciation ou l'acte d'accusation

Oui :

Non :

▪ De quelle forme de mise en liberté s'agit-il?

▪ Depuis sa mise en liberté, l'accusé a-t-il été réincarcéré relativement à la ou aux prétendues infractions citées dans la dénonciation ou l'acte d'accusation?

Oui :

Non :

Dans l'affirmative, donnez des précisions :

RENSEIGNEMENTS SUR L'INSTANCE

1. BUDGET DU PROCÈS

a. Durée de l'enquête préliminaire (en jours d'audience) :

▪ A-t-on renoncé à ce que la totalité ou une partie de la preuve soit entendue au moment de l'enquête préliminaire comme le prévoit le paragraphe 549 (1)?

Oui :

Non :

Dans l'affirmative, donnez des précisions :

▪ A-t-on ordonné à l'accusé de subir un procès relativement à l'infraction citée dans la dénonciation ou relativement à tout autre acte criminel découlant de la même affaire?

Oui :

Non :

Dans l'affirmative, donnez des précisions :

▪ La transcription de l'enquête préliminaire est-elle disponible?

Oui :

Non :

b. Probabilité d'un règlement avant la fin du procès :

c. Conséquences probables d'une condamnation :

d. L'avocat de la Couronne au procès est-il le même qu'à l'enquête préliminaire?

Oui :

Non :

e. Volume et nature des documents divulgués :

▪ Documents sur papier

Volume:

▪ Disques compacts

Volume (ko, mo):

→ Disques compacts?

Oui : Non :

→ Avec capacité de recherche?

Oui : Non :

▪ Bandes vidéo ou sonores

Heures :

→ Transcrites?

Oui : Non :

▪ Rapports d'experts :	Oui : <input type="checkbox"/>	Nombre :	
→ Dans l'affirmative, donnez des précisions :			
→ Autres (précisez) :			
f. D'autres documents sont-ils demandés?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non : <input type="checkbox"/>
g. Y a-t-il des problèmes quant aux documents divulgués?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non : <input type="checkbox"/>
h. Dans l'affirmative, donnez des précisions :			
i. Témoins qui seront appelés :			
▪ Par la Couronne	Policiers : <input type="checkbox"/> n ^{bre} :	Civils : n ^{bre} :	Experts : <input type="checkbox"/> n ^{bre} :
En cas de témoins experts, donnez des précisions :			
▪ Par la défense	Policiers : <input type="checkbox"/> n ^{bre} :	Civils : <input type="checkbox"/> n ^{bre} :	Experts : <input type="checkbox"/> n ^{bre} :
En cas de témoins experts, donnez des précisions :			
PRÉPARATION DEMANDÉE			
Nombre de jours fixé ou prévu pour les requêtes préalables au procès?			
Quelles motions préalables au procès prévoyez-vous présenter, le cas échéant? Pour chaque motion, précisez en quoi la motion servira la cause de votre client et si elle présente une chance raisonnable d'aboutir.			
a. Le nombre de jours de procès a-t-il été fixé ou prévu?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non : <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, donnez des précisions :			

b. Quelles autorisations avez-vous reçues du directeur régional jusqu'à maintenant?			
c. Temps consacré à la préparation) depuis la fin de l'enquête préliminaire :?			
d. Nombre d'heures additionnelles demandées pour la préparation avant le procès?			
e. Nombre d'heures par jour demandé par l'avocat pour la préparation pendant le procès?			
f. La préparation avant le procès pourrait-elle être réalisée par un étudiant, un parajuriste ou un avocat en second?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non : <input type="checkbox"/>
Précisez :			
g. Une partie de la préparation avant le procès pourrait-elle être répartie entre les avocats des co-accusés?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non : <input type="checkbox"/>
Précisez :			
h. Si l'avocat demande les services d'un avocat adjoint, d'un avocat en second ou d'un étudiant (tel que prévu dans le Manuel du tarif et de la facturation d'AJO), veuillez donner des précisions sur les jours de préparation et la présence en Cour:	Avocat en second :	<input type="checkbox"/>	Avocat adjoint : <input type="checkbox"/>
i. Si vous demandez l'aide d'un avocat adjoint ou d'un avocat en second, est-ce que les heures par jour demandées seront partagées?			
		Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Précisez :			
Coût prévu des transcriptions de l'enquête préliminaire :	\$		
Coût prévu des services d'enquêteurs privés :			
Coût prévu des témoins experts :	\$		
Coût prévu des déplacements et du kilométrage (y compris les déplacements des témoins) :	\$		
Autres (précisez) :	\$		
	\$		
	\$		
	\$		
Montant prévu pour les débours :	\$		
2. INTRODUCTION OU POURSUITE D'INSTANCES			
Invoquerez-vous le fait que les instances devraient être suspendues ou faire l'objet d'une autre mesure avant leur résolution définitive en faisant valoir que leur introduction ou leur continuation :			
▪ constitue un abus de procédure	<input type="checkbox"/>		
▪ contrevient aux dispositions suivantes de la Charte :			
article 7 (vie, liberté et sécurité de la personne)	<input type="checkbox"/>		

article 8 (fouilles, perquisitions ou saisies)	<input type="checkbox"/>
paragraphe 11(b) (...jugé dans un délai raisonnable)	<input type="checkbox"/>
paragraphe 11(d) (...préssumé innocent tant qu'il n'est pas déclaré coupable)	<input type="checkbox"/>
paragraphe 11(g) (...coupable...d'après le droit interne du Canada ou le droit international)	<input type="checkbox"/>
paragraphe 11(h) (non bis in idem)	<input type="checkbox"/>
autre (précisez) :	
Y a-t-il eu ou y aura-t-il une motion en modification du lieu du procès?	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, donnez des précisions :	
3. <u>SUFFISANCE DE L'ACTE D'ACCUSATION</u>	
L'acte d'accusation ou ses chefs d'accusation sont-ils prétendus insuffisants en droit?	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
Avez-vous présenté des motions à cet égard?	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
4. <u>REGROUPEMENT OU SÉPARATION DE CHEFS D'ACCUSATION</u>	
Présentez-vous une motion en instruction de procès distincts pour certains chefs d'accusation?	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, sur quel fondement?	
5. <u>PLAIDOYERS SPÉCIAUX</u>	
Invoquera-t-on des moyens de défense spéciaux?	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, donnez des précisions :	
PRÉPARATION DU PROCÈS	
1. <u>MODE DU PROCÈS</u>	
L'infraction ou les infractions relèvent-elles de l'article 469 du <i>Code criminel</i> :	
▪ (...tribunaux de juridiction criminelle)	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
Présentez-vous une requête en jugement sans jury en vertu du paragraphe 473 (1) du <i>Code criminel</i> ?	
▪ (...jugement sans jury)	Oui : <input type="checkbox"/> Non : <input type="checkbox"/>
L'accusé a-t-il choisi d'être jugé par :	▪ Un juge : <input type="checkbox"/>
	▪ Un juge et un jury : <input type="checkbox"/>

Un nouveau choix est-il :	▪ Probable :	<input type="checkbox"/>
	▪ Possible :	<input type="checkbox"/>
	▪ Peu probable :	<input type="checkbox"/>

2. CHOIX DU JURY/TRIBUNAL

Y aura-t-il récusation du tableau des jurés? Oui : Non :

Dans l'affirmative, sur quel fondement?

Y aura-t-il des récusations motivées? Oui : Non :

Dans l'affirmative, sur quel fondement?

3. QUESTION DE L'APTITUDE

La question de l'aptitude d'un accusé à subir son procès sera-t-elle soulevée dans cette instance par :

La Couronne: Oui : Non :

La défense: Oui : Non :

Dans l'affirmative, donnez des précisions

La question de l'aptitude a-t-elle été soulevée lors de l'enquête préliminaire dans cette affaire? Oui : Non :

Dans l'affirmative, sur quel fondement?

QUESTIONS DE PREUVE

1. ACTES SIMILAIRES

Le poursuivant tentera-t-il de présenter la preuve d'actes similaires? Oui : Non :

Dans l'affirmative, sur quel fondement?

2. DÉCLARATIONS À DES PERSONNES EN AUTORITÉ

Fera-t-on la preuve de déclarations que l'accusé aurait faites à une personne en autorité? Oui : Non :

Dans l'affirmative, sur quel fondement?

L'admissibilité de la déclaration est-elle contestée par la défense? Oui : Non :

L'admissibilité de la preuve dérivée est-elle contestée par la défense? Oui : Non :

Sur quel fondement demandera-t-on un voir-dire?

▪ Expression de la volonté :

▪ Non-conformité à l'article 10 de la Charte :

▪ (... droits au moment de l'arrestation et en période de détention) :

▪ Non-conformité à l'article 146 de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* :

▪ (...admissibilité des déclarations) :

▪ Autre (précisez) :

Quelle est la durée probable du voir-dire :

3. OUI-DIRE

L'admissibilité d'une preuve est-elle contestée en vertu de la règle du oui-dire? Oui : Non :

Alléguera-t-on qu'une preuve dont on demande l'admission constitue une exception à la règle du oui-dire?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, sur quel fondement?				
4. <u>PRIVILÈGE</u>				
La reconnaissance d'un privilège à l'égard d'une preuve sera-t-elle demandée?				
▪ Par la Couronne:	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Par la défense:	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, sur quel fondement?				
5. <u>PERQUISITION, FOUILLE, SAISIE ET/OU DÉTENTION ARBITRAIRE</u>				
Existe-t-il une allégation selon laquelle l'admissibilité d'une preuve constitue une perquisition, une fouille ou une saisie au sens de l'article 8 de la Charte?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
6. <u>INTERCEPTION DE COMMUNICATIONS PRIVÉES ET PREUVES DÉRIVÉES</u>				
L'admission en preuve de communications privées interceptées sera-t-elle demandée?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Sera-t-il nécessaire de procéder à un voir-dire pour en déterminer l'admissibilité?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
La preuve dont on demande l'admission sera-t-elle admissible en vertu d'une autorisation?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
La validité de l'avis donné en vertu du paragraphe 189(5) est-elle contestée?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, sur quel fondement?				
Au moment du voir-dire visant à déterminer l'admissibilité de la preuve (Garafoli), présentera-t-on l'une des demandes suivantes?				
▪ Demande d'ouverture du paquet scellé en vertu du sous-alinéa 187 (1) a) (ii) :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Demande de divulgation découlant de ce qui précède :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Contestation des amendements dans la demande :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ La demande contient-elle une allégation de fraude ou de non-divulgation d'éléments importants dans l'obtention de l'ordonnance (besoin d'étoffer le dossier)?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Est-il allégué dans la demande qu'il n'a pas été satisfait à la condition concernant la nécessité de la preuve aux fins de l'enquête (besoin d'étoffer le dossier)?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Y aura-t-il une demande visant à contre-interroger le déposant ou le sous-déposant?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il des admissions à l'égard du déroulement du voir-dire?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, donnez des précisions :				
Quelle est la durée prévue du voir-dire?				
Lors du procès, y aura-t-il contestation des questions suivantes:				
▪ Identification de la voix :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Précision, intégrité et continuité de la bande sonore :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Usage de transcriptions pour faciliter la compréhension :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
▪ Admissibilité des transcriptions comme pièces à conviction :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
7. <u>COMPÉTENCE DES TÉMOINS</u>				

L'habileté à témoigner est-elle susceptible d'être contestée compte tenu de l'âge du témoin ou de son incapacité mentale?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, donnez des précisions :				
8. DEMANDE D'EXCLUSION D'AUTRES PREUVES				
En vertu de la Charte :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Plus préjudiciables que probantes :	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
QUESTIONS DE PROCÉDURE				
1. VERDICT IMPOSÉ				
Une demande de verdict d'acquiescement imposé est-elle probable à l'issue de l'exposé de la Couronne?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, sur quel fondement?				
2. AUTRES QUESTIONS DE PROCÉDURE				
Y a-t-il d'autres questions de procédure dont le juge du procès sera saisi?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, donnez des précisions :				
CRIMINELS DANGEREUX				
Est-il probable que, sur déclaration de culpabilité, la Couronne présente une demande de déclaration de criminel dangereux?	Oui :	<input type="checkbox"/>	Non :	<input type="checkbox"/>

RESPONSABILITÉS DES AVOCATS DANS LES CAUSES MAJEURES

En tant qu'avocat travaillant sur une cause majeure, vous devez :

1. Fournir au chargé de cas ou au directeur régional une lettre d'opinion décrivant, de façon complète, les questions juridiques et les faits pertinents. Fournir cette lettre d'opinion avant l'établissement du budget, puis fournir des mises à jour périodiques au fur et à mesure du déroulement de l'instance.
2. Informer sans retard le chargé de cas ou le directeur régional de ce qui suit :
 - nouvelles questions ou événements importants qui auront, ou pourraient avoir, des répercussions sur le budget,
 - toutes les motions préalables au procès prévues,
 - conférences préparatoires avec le juge (CPJ), en précisant si, à votre avis, il serait souhaitable que le chargé de cas ou le directeur régional assiste à une CPJ,
 - début des négociations préalables au procès et des négociations de plaidoyer,
 - moment où 80 % du budget a été dépensé;
3. Remplir et remettre sans retard les formulaires de budget exigés par AJO tout au long de l'instance;
4. Demander un budget responsable;

5. Gérer l'utilisation du budget autorisé de la façon la plus efficace et économique possible;
6. Fournir au client des conseils raisonnables et prudents, y compris sur les négociations de plaidoyer;
7. Utiliser judicieusement le temps de préparation en tenant compte de la date du procès (p. ex., éviter d'utiliser toutes les heures de préparation plusieurs mois avant le procès sans prévoir des heures de préparation à l'approche de la date de celui-ci);
8. Bien répartir les heures de préparation autorisées entre vous-même et vos avocats adjoints et en second;
9. Présenter des factures périodiques à AJO, tous les deux mois, selon le format requis par AJO, à moins qu'aucun travail important n'ait été effectué sur le dossier depuis la facture précédente;
10. Fournir au chargé de cas ou au directeur régional, sur demande, une copie de tous les comptes en rapport avec la facturation de la cause majeure;
11. Aviser immédiatement de toute demande de changement d'avocat. L'avocat ne doit pas demander de se retirer de l'affaire avant d'en avoir avisé au préalable le chargé de cas ou le directeur régional et ne peut pas se retirer avant que cette demande ait été accordée. Le chargé de cas ou le directeur régional peut demander à l'avocat de rencontrer le client pour discuter de la possibilité de résoudre certaines questions.
12. Fournir au chargé de cas ou au directeur régional une estimation des débours.
13. Afin d'utiliser au mieux le temps de préparation alloué, consulter LAO LAW pour rechercher s'il existe de la documentation pertinente à l'appui de l'affaire et utiliser les mémoires généraux contenus dans LAO LAW, chaque fois que possible, pour les diverses questions soulevées par l'affaire y compris, entre autres, pour les motions préalables au procès;
14. Dans le cas où une demande de changement d'avocat serait accordée, s'assurer de fournir à l'autre avocat un dossier pertinent et utilisable (faute de quoi AJO pourrait refuser de payer le travail effectué sur le dossier);
15. Aviser à l'avance AJO dans le cas où le coût de l'affaire risque de dépasser le montant du budget alloué;
16. Aviser AJO de tout changement de circonstances susceptible de réduire le coût réel de l'affaire à un montant inférieur à celui du budget alloué.

DATE

SIGNATURE DE L'AVOCAT OU DE L'AVOCATE

NOM EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

NUMÉRO D'AVOCAT